



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 134 – 4^e trimestre 2007

Sommaire

Méthodologie	3
1. Synthèse	5
2. Les actifs financiers de la clientèle non financière	9
<i>Les avoirs des ménages</i>	<i>10</i>
<i>Les avoirs des sociétés</i>	<i>12</i>
3. L'endettement des agents économiques	14
3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit	14
<i>L'endettement des ménages</i>	<i>15</i>
<i>L'endettement des entreprises</i>	<i>16</i>
<i>L'endettement des collectivités locales</i>	<i>17</i>
3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux	18
4. Les engagements bancaires	19
4.1 Les engagements sectoriels	19
4.2 Les indicateurs de vulnérabilité	22
5. Rappel des taux	23
5.1 Taux réglementés	23
5.2 Principaux taux de marché	23
5.3 Taux de l'usure	23
6. Monnaie fiduciaire	24
6.1 Emission de billets euros	24
6.2 Emission de pièces euros	24

Méthodologie

1) Les établissements de crédit locaux et non installés localement

Pour l'IEDOM, deux critères cumulatifs président à l'attribution du statut d'établissement local : la présence d'un guichet sur place et la production de bilans et de comptes de résultat retraçant l'activité locale. Les établissements ne remplissant pas ces deux conditions sont considérés comme non installés localement. Ainsi, par exemple, l'Agence française de développement dispose effectivement d'un guichet sur place mais ne fournit pas de bilan ou de compte de résultat local.

La Poste et le Trésor sont assimilés à des établissements locaux.

2) Actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici concernent uniquement les dépôts dans les banques locales, à La Poste et au Trésor public. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès des banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se répartissent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, Codevi et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM - Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières - monétaires).

L'épargne à long terme est constituée des portefeuilles-titres, des OPCVM non monétaires, des plans d'épargne logement, des plans d'épargne populaire et des autres actifs (assurance-vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les données relatives aux opérations des compagnies d'assurance intervenant dans l'archipel.

Les ménages regroupent les particuliers, les entrepreneurs individuels et les administrations privées ; les entreprises correspondent aux sociétés non financières ; les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales et les administrations de sécurité sociale.

3) Passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés les crédits octroyés par les établissements de crédit locaux puis les crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit (installés localement ou non).

Les établissements de crédit non installés localement et intervenant à Saint-Pierre-et-Miquelon sont principalement la Caisse des dépôts et consignations (CDC), la Banque européenne d'investissement (BEI), Dexia – Crédit local de France, l'Agence française de développement (AFD), la Casden-BP, ou encore Natexis-Banque Populaire.

Les entrepreneurs individuels sont répartis entre les entreprises et les ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des particuliers) et les autres catégories de crédit des entrepreneurs individuels (relatives à leur activité) ont été intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des sociétés non financières).

Pour les entreprises (sociétés non financières et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Concernant les ménages (particuliers, administrations privées et entrepreneurs individuels selon les cas), les crédits à la consommation regroupent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale.

4) Service Central des Risques (SCR) et SCR douteux

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français. Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit.

1. Synthèse

Evolution monétaire et financière internationale

La fin de l'année 2007 se caractérise par de réelles incertitudes sur la conjoncture économique et financière mondiale, conséquence de la crise des subprimes qui frappe les Etats-Unis depuis la mi 2007. La remontée des taux - à partir de juin 2003 - a conduit à un accroissement des défaillances et des saisies immobilières chez des emprunteurs peu solvables ayant eu accès à des crédits intermédiés à taux variable, distribués massivement par des acteurs non régulés.

Les prémices d'une crise financière mondiale se sont confirmées avec les annonces successives de dépréciations d'actifs et des pertes liées à la crise des subprimes dans les principales banques mondiales.

Face à l'incertitude pesant sur la qualité et la valorisation des actifs de leurs contreparties aux crédits subprimes, le secteur bancaire a dû faire face à une réelle crise de confiance qui s'est manifestée par des tensions sur le marché interbancaire. Les besoins de liquidités ont pu être satisfaits par une intervention conjointe des banques centrales qui ont injecté massivement des liquidités sur le marché monétaire, entraînant des tensions sur les taux courts.

Parallèlement, face à l'amplification des tensions sur les marchés financiers et des craintes de contagion de la crise financière sur la sphère réelle, le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a abaissé à deux reprises son principal taux directeur en l'espace d'une semaine en le portant successivement à 3,5% le 22 janvier puis à 3% le 30 janvier. Ces décisions sont intervenues dans un contexte économique en dégradation, confirmé par l'annonce en fin d'année 2007 d'un vaste plan de relance de l'économie américaine.

De son côté, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a maintenu le taux de soumission minimal à un niveau inchangé, soit 4% depuis juin 2007, en mettant l'accent sur l'orientation à la hausse des risques pesant sur la stabilité des prix sur le moyen terme, dans un contexte de forte croissance de la masse monétaire et du crédit.

Des craintes persistent sur la santé financière des établissements financiers et les publications de résultats en début d'année 2008 permettront de chiffrer plus précisément l'impact de cette crise. Par ailleurs, des incertitudes sur le marché du crédit demeurent d'actualité dans un contexte économique et financier mondial fragile.

Evolution financière et bancaire à Saint-Pierre-et-Miquelon

Actifs financiers

✓ Des actifs financiers en nette progression

Au 31 décembre 2007, l'ensemble des actifs financiers de la clientèle atteint un niveau record. Il s'élève à 192,260 millions d'euros, en nette progression de 7,6% sur un trimestre et de 10,1% sur un an.

Par nature, ces actifs sont répartis - de manière structurellement déséquilibrée - entre les **dépôts à vue** (34,6%), les **placements liquides ou à court terme** (57,2%) et l'**épargne à long terme** (8,2%). Par rapport au précédent trimestre, les dépôts à vue (66,512 millions d'euros), les placements liquides ou à court terme (110,025 millions d'euros) et l'épargne à long terme (15,723 millions d'euros) progressent respectivement de 24,2%, 0,3% et 2,2%.

Répartis par agents économiques, les **ménages** de l'archipel détiennent une part prépondérante de ces actifs avec 73%, les **sociétés** en détenant 11,1% et les **autres agents** 15,9%.

Les dépôts à vue sont détenus à plus de 41,5% par les ménages, 31,6% par les autres agents et 26,9% par les sociétés. Les placements liquides ou à court terme sont détenus à 88,2% par les ménages, 8,7% par les autres agents et 3,1% par les sociétés. Enfin, l'épargne à long terme demeure détenue entièrement par les ménages, les contrats d'assurance-vie représentant près de 52% de cet actif.

Les actifs des **sociétés** (21,267 millions d'euros) enregistrent une forte progression sur le trimestre (+78,9%). Ils sont répartis entre les dépôts à vue (84%) et les placements liquides ou à court terme (16%). Les *dépôts à vue* s'inscrivent en nette progression de 129,5%. Dans le même temps, les *placements liquides ou à court terme* affichent un recul de 17,2% ; ces actifs sont constitués à 99,8% de placements indexés sur les taux de marché - en l'occurrence, des comptes à terme -, la part des comptes d'épargne à régime spécial demeurant peu significative (moins de 1%).

Pour leur part, les actifs des **ménages** (140,384 millions d'euros) affichent une hausse de 2,3%. Les *dépôts à vue* et les *placements liquides ou à court terme* progressent respectivement de 5,8% et 1,3%. L'*épargne à long terme* s'améliore de 2,2% : les OPCVM non monétaires et les contrats d'assurance-vie progressent respectivement 6,9% et de 0,7%, les plans d'épargne logement affichant un repli de 3,7%.

Enfin, les actifs des **autres agents** (30,609 millions d'euros) progressent de 3,9% : la progression des *dépôts à vue* (+6,9%) compense le repli des *placements liquides ou à court terme* (-2,2%).

En glissement annuel, l'ensemble des actifs financiers affiche un taux de croissance de 10,1%. Cette évolution est imputable à 38,5% aux sociétés, à 10,2% aux autres agents et à 6,8% aux ménages. Les *dépôts à vue* et l'*épargne à long terme* sont bien orientés avec un taux identique de +16,4%, les *placements liquides ou à court terme* affichant, pour leur part, une progression de 5,8%. La croissance des dépôts à vue est imputable à 49,1% aux sociétés, à 11,6% aux autres agents et à 5% aux ménages. La progression des placements liquides ou à court terme se répartit entre les autres agents à 7,3%, les ménages à 5,9% et les sociétés à 0,9%. Enfin, avec un taux de 16,4%, l'épargne à long terme poursuit sa hausse continue depuis des années : les OPCVM non monétaires et les contrats d'assurance-vie progressent respectivement de 31,7% et 14,6%, les plans d'épargne logement affichant un repli de 6,2%.

Passifs financiers

✓ **Des concours bancaires orientés en hausse**

Au 31 décembre 2007, le montant des **concours bruts** octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (locaux et non installés localement) s'élève à 150,531 millions d'euros, soit une hausse de 1,6% sur le trimestre et de 1% sur un an.

Plus de 121,5 millions d'euros, soit 80,7% de l'encours global brut, sont consentis par des établissements de crédit locaux.

Le montant global des **crédits sains** s'élève à 132,933 millions d'euros, en progression de 2,4% sur un trimestre et sur un an : plus de 78,5% de cet encours, soit 104,416 millions d'euros, sont consentis par des établissements de crédit locaux.

L'encours global sain est réparti entre les ménages (55,9%), les entreprises (26,5%), les Collectivités locales (17,3%) et les autres agents (moins de 0,4%).

L'encours global des **créances douteuses brutes** (17,598 millions d'euros) est en recul de 4% sur le trimestre. Le **taux global de créances douteuses** s'élève à 11,7%, en repli de 0,7 point par rapport au précédent trimestre. Ce ratio se situe à 14,1% (-1 point) pour les seuls établissements de crédit locaux, étant entendu que plus de 97,2% des créances douteuses brutes émanent des établissements de crédit locaux.

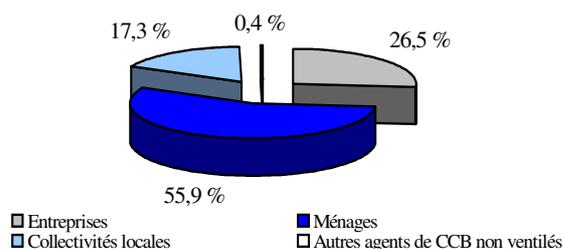
Sous l'effet d'un **taux de provisionnement** en nette amélioration, soit 63,5% (+3,7 points) pour l'ensemble des établissements de crédit et 65,1% (+4 points) pour les seuls établissements de crédit locaux, les créances douteuses nettes reculent respectivement de 12,8% et de 14,4% sur le trimestre.

L'encours brut des **entreprises** s'établit à 35,216 millions d'euros - dont plus de 90,4% octroyés par des établissements de crédit locaux -, en progression de 7,5% sur le trimestre. Les *crédits d'exploitation* (19,159 millions d'euros) - en progression de 8,4% - représentent 54,4% de cet encours. Les *crédits d'investissement* (15,640 millions d'euros) - en hausse de 6,9% - en représentent 44,4%. Les *créances douteuses nettes* sur les entreprises (5,384 millions d'euros) s'inscrivent en baisse de 16,5%.

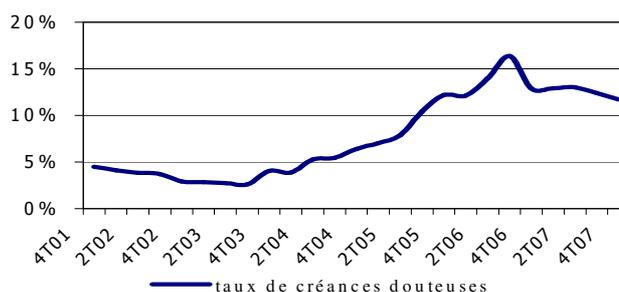
L'encours brut des **ménages** (74,261 millions d'euros) - dont 88,8% octroyés par des établissements de crédit locaux - atteint à nouveau un niveau record. Il progresse de 2,5% sur le trimestre : les *crédits à la consommation* (15,1% de l'encours) et les *crédits à l'habitat* (83,5% de l'encours) progressent respectivement de 5,1% et de 2,4%, les *autres crédits* (1,4% de l'encours) étant en repli de 16,2%. Les *créances douteuses nettes* sur les ménages (1,042 million d'euros) progressent de 13,1%.

L'encours global des **Collectivités locales** (22,960 millions d'euros) - dont 27,1% octroyés par des établissements de crédit locaux - se contracte de 3,6% sur le trimestre : les *crédits d'exploitation* (10,5% de l'encours), les *crédits à l'équipement* (75,6% de l'encours) et les *autres crédits* (13,9% de l'encours) sont en repli respectif de 15,1%, 1,3% et 5,7%.

Répartition des crédits par agents économiques au 31 décembre 2007



Evolution des créances douteuses dans l'encours



En glissement annuel, l'encours global brut des passifs financiers est en recul de 1%.

Le montant global des créances douteuses brutes est en repli de 8,3%. Le taux de créances douteuses brutes s'établit à 11,7%, en baisse de 1,2 point par rapport au 31 décembre 2006.

L'encours de crédit des *entreprises* est orienté à la hausse (+16,3%) : les crédits d'exploitation et les crédits d'investissement progressent respectivement de 25,5% et de 7,8%, les autres crédits reculant de 15,4%. Les créances douteuses nettes des entreprises affichent une nette baisse de 28,2%.

L'encours des *ménages* enregistre une croissance de 6,8%. La consommation et l'investissement des ménages demeurent bien orientés : les crédits à la consommation et les crédits à l'habitat progressent respectivement de 22,7% et de 6,9%, les autres crédits enregistrant un net repli (-57%). Les créances douteuses nettes des ménages sont en recul de 9,9%.

L'encours des *Collectivités locales* diminue de 20,2% : en un an, les crédits d'exploitation, les crédits à l'équipement et les autres crédits fléchissent respectivement de 48,8%, 14,4% et 15,2%. La part des crédits contractés par les Collectivités locales auprès des établissements de crédit métropolitains s'établit à environ 73% à fin décembre 2007, contre 65% à fin décembre 2006 et 60% à fin décembre 2005.

Les risques recensés au Service Central des Risques

Le Service Central des Risques (SCR) de la Banque de France est chargé de centraliser mensuellement les concours accordés par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement dès lors qu'ils atteignent, par bénéficiaire déclarable, par guichet et par nature de déclaration, le seuil fixé par instruction de la Banque de France.

Au 31 décembre 2007, l'encours des crédits aux entreprises et aux administrations recensé par le Service Central des Risques de la Banque de France s'élevait à 81,456 millions d'euros.

Le secteur « Administrations et Collectivités locales » concentre 23,6% de l'encours total. La part de ce secteur est traditionnellement la plus importante. Elle est suivie des secteurs « Construction » (19,3%) et « Commerce » (15,7%). Ces trois secteurs représentent près de 59% de l'encours total déclaré, soit 47,768 millions d'euros.

Les secteurs « Immobiliers, locations et services aux entreprises » et « Transports et communications » en représentent respectivement 13,2% et 8,2%.

Enfin, la part des risques sur les secteurs « Primaire » (4,2%), « Industrie et énergie » (4,8%), « Hôtels et restaurants » (3,1%) et « Autres secteurs d'activités » (7,8%) demeure relativement faible. Elle représente 9,909 millions d'euros.

Les concours déclarés au SCR sont répartis entre quatre principales rubriques : crédits à court terme, crédits à moyen et long terme, crédit-bail et location avec option d'achat, et engagements hors-bilan.

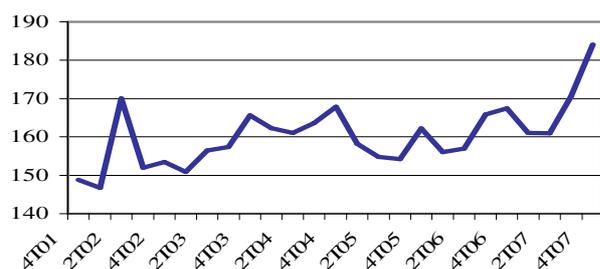
Au 31 décembre 2007, l'encours global se répartit principalement entre les crédits à moyen et long terme (52,6%) et les crédits à court terme (25,3%).

2. Les actifs financiers de la clientèle non financière

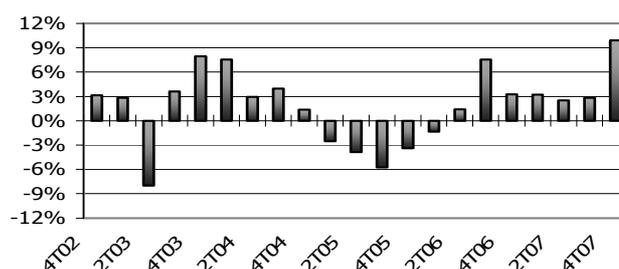
Actifs par agent	Montants en millions d'EUR									Variations	
	déc.-05	mars-06	juin-06	sept-06	déc.-06	mars-07	juin-07	sept-07	déc.-07	1 an	1 trim
Sociétés	14,662	12,576	11,757	12,900	15,355	12,509	10,153	11,886	21,267	38,5%	78,9%
Dépôts à vue	11,481	7,868	7,248	8,401	11,991	8,575	7,631	7,788	17,873	49,1%	129,5%
Placements liquides ou à court terme	3,181	4,708	4,509	4,499	3,364	3,934	2,522	4,098	3,394	0,9%	-17,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,000	0,042	0,035	0,064	0,037	0,007	0,007	0,007	0,007	-81,1%	0,0%
Placements indexés sur les taux du marché	3,181	4,666	4,474	4,435	3,327	3,927	2,515	4,091	3,387	1,8%	-17,2%
dont comptes à terme	3,181	4,666	4,474	4,435	3,327	3,927	2,515	4,091	3,387	1,8%	-17,2%
dont OPCVM monétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
dont certificats de dépôts	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epargne à long terme	0,000	-	-	-	-	-	-	-	0,000	-	-
dont OPCVM non monétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Ménages	130,423	128,701	135,403	137,836	131,481	133,916	137,197	137,285	140,384	6,8%	2,3%
Dépôts à vue	25,426	24,599	28,580	31,313	26,304	25,721	27,438	26,095	27,617	5,0%	5,8%
Placements liquides ou à court terme	91,883	91,654	94,165	93,470	91,673	93,211	94,389	95,799	97,044	5,9%	1,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	33,023	33,074	34,996	35,237	33,800	33,621	32,822	32,407	33,443	-1,1%	3,2%
Livrets ordinaires	28,066	27,995	29,889	30,040	28,385	28,134	27,301	26,993	27,675	-2,5%	2,5%
Livrets A et bleus	4,538	4,652	4,670	4,741	4,939	5,014	5,053	4,934	5,281	6,9%	7,0%
Livrets jeunes	0,370	0,382	0,387	0,406	0,425	0,426	0,421	0,439	0,446	4,9%	1,6%
Livrets d'épargne populaire	0,000	-	-	-	-	-	-	-	0,000	-	-
CODEVI	0,000	-	0,005	0,005	0,005	-	-	-	0,000	-	-
Comptes d'épargne logement	0,049	0,045	0,045	0,045	0,046	0,047	0,047	0,041	0,041	-10,9%	0,0%
Placements indexés sur les taux du marché	58,860	58,580	59,169	58,233	57,873	59,590	61,567	63,392	63,601	9,9%	0,3%
dont comptes à terme	53,151	52,943	53,532	53,425	54,815	56,604	58,945	60,874	61,362	11,9%	0,8%
dont bons de caisse	5,404	5,332	5,332	4,808	3,058	2,986	2,622	2,518	2,239	-26,8%	-11,1%
dont OPCVM monétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Epargne à long terme	13,114	12,448	12,658	13,053	13,504	14,984	15,370	15,391	15,723	16,4%	2,2%
Plans d'épargne logement	2,015	2,061	2,074	2,134	2,218	2,287	2,256	2,160	2,080	-6,2%	-3,7%
Plans d'épargne populaire	0,000	-	-	-	-	-	-	-	0,000	-	-
Autres comptes d'épargne	0,000	-	-	-	-	-	-	-	0,000	-	-
Portefeuille-titres	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
OPCVM non monétaires	3,682	3,682	3,724	4,097	4,159	4,930	5,270	5,126	5,479	31,7%	6,9%
Contrats d'assurance-vie	7,417	6,705	6,860	6,822	7,127	7,767	7,844	8,105	8,164	14,6%	0,7%
Autres agents	24,531	21,489	16,736	21,958	27,771	22,446	21,491	29,468	30,609	10,2%	3,9%
Dépôts à vue	15,639	12,785	10,361	15,387	18,835	13,241	11,920	19,662	21,022	11,6%	6,9%
Placements liquides ou à court terme	8,892	8,704	6,375	6,571	8,936	9,205	9,571	9,806	9,587	7,3%	-2,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	3,950	3,741	1,406	1,395	3,622	3,523	3,832	3,576	3,561	-1,7%	-0,4%
Placements indexés sur les taux du marché	4,942	4,963	4,969	5,176	5,314	5,682	5,739	6,230	6,026	13,4%	-3,3%
dont comptes à terme	4,787	4,818	4,824	5,086	5,224	5,682	5,739	6,230	6,026	15,4%	-3,3%
Epargne à long terme	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-
TOTAL	169,616	162,766	163,896	172,694	174,607	168,871	168,841	178,639	192,260	10,1%	7,6%
Dépôts à vue	52,546	45,252	46,189	55,101	57,130	47,537	46,989	53,545	66,512	16,4%	24,2%
Placements liquides ou à court terme	103,956	105,066	105,049	104,540	103,973	106,350	106,482	109,703	110,025	5,8%	0,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	36,973	36,857	36,437	36,696	37,459	37,151	36,661	35,990	37,011	-1,2%	2,8%
Placements indexés sur les taux du marché	66,983	68,209	68,612	67,844	66,514	69,199	69,821	73,713	73,014	9,8%	-0,9%
Epargne à long terme	13,114	12,448	12,658	13,053	13,504	14,984	15,370	15,391	15,723	16,4%	2,2%

Total des actifs financiers (hors assurance-vie)

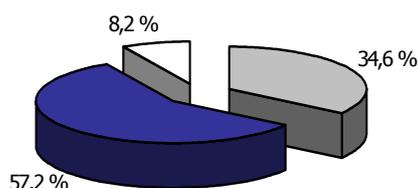
En millions d'euros



Variation en glissement annuel

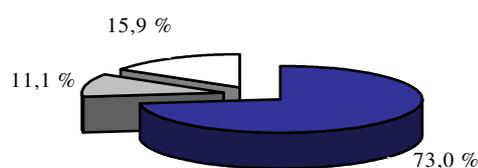


Répartition des actifs financiers par nature au 31 décembre 2007



■ Dépôts à vue ■ Placements liquides ou à court terme ■ Epargne à long terme

Répartition des actifs financiers par agents économiques au 31 décembre 2007

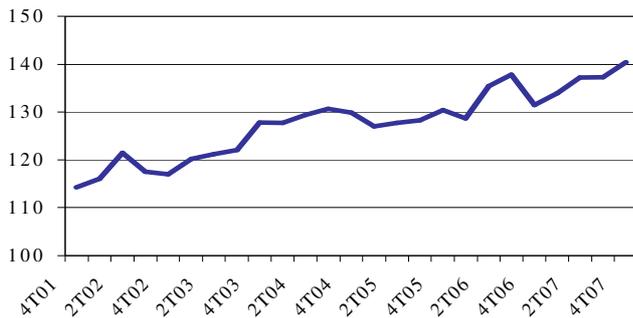


■ Ménages ■ Sociétés ■ Autres agents

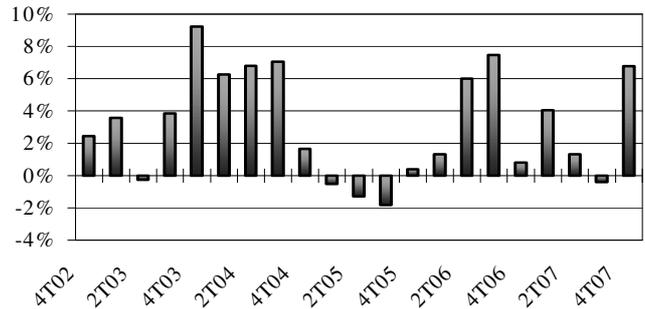
Les avoirs des ménages

Total des actifs financiers

En millions d'euros

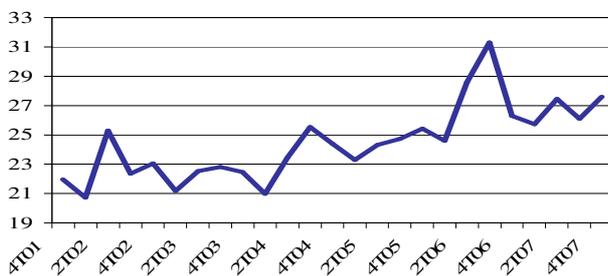


Variation en glissement annuel

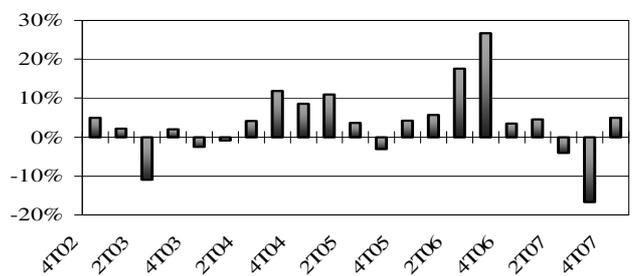


Dépôts à vue

En millions d'euros

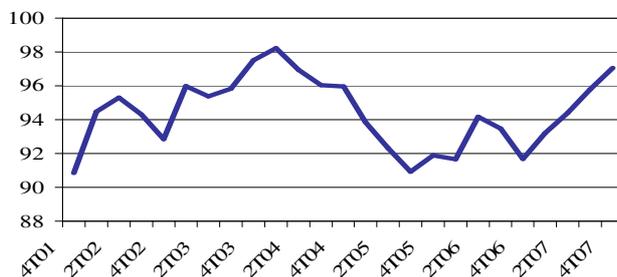


Variation en glissement annuel

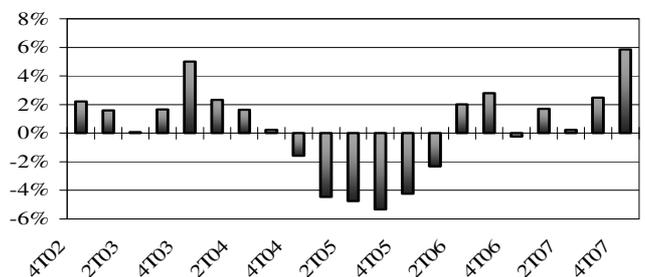


Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros

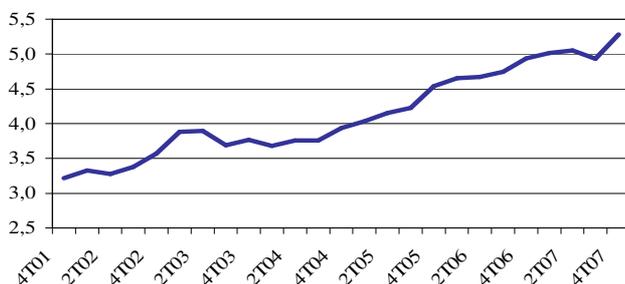


Variation en glissement annuel

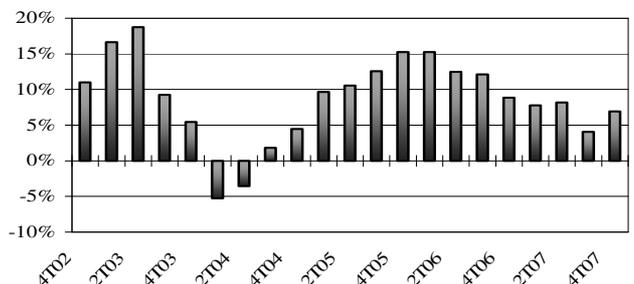


Livrets A et bleu

En millions d'euros

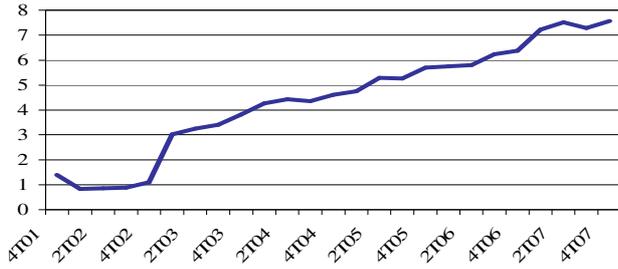


Variation en glissement annuel

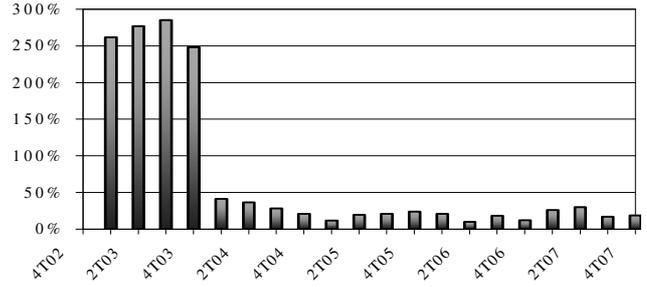


Epargne à long terme (hors assurance-vie)

En millions d'euros

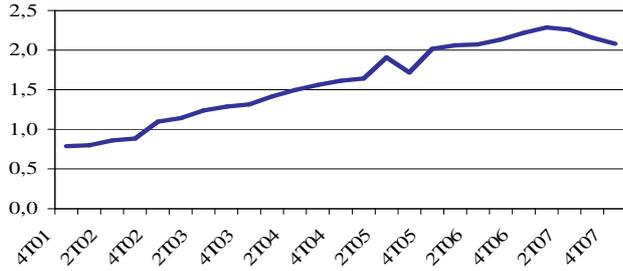


Variation en glissement annuel

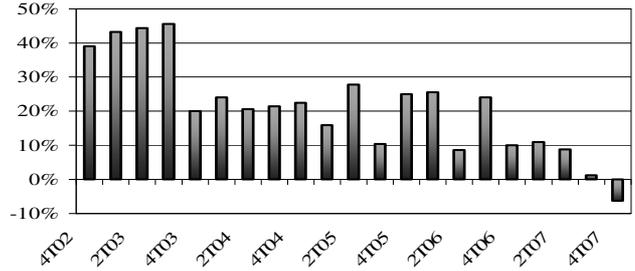


Plans d'épargne logement

En millions d'euros



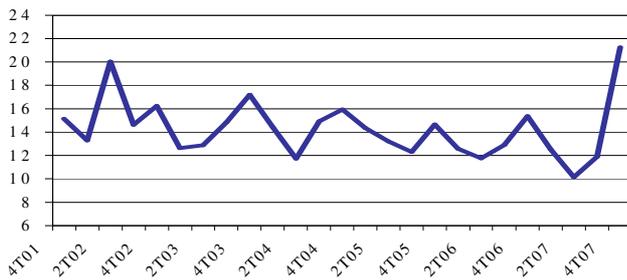
Variation en glissement annuel



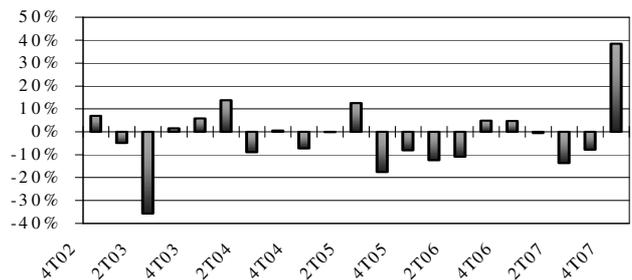
Les avoirs des sociétés

Total des actifs financiers

En millions d'euros

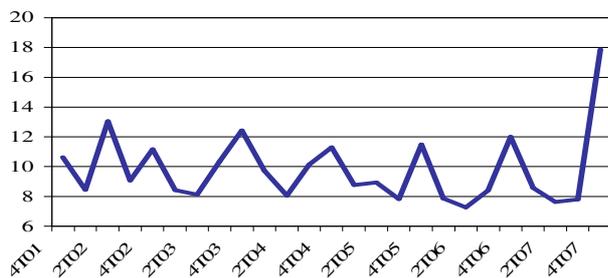


Variation en glissement annuel

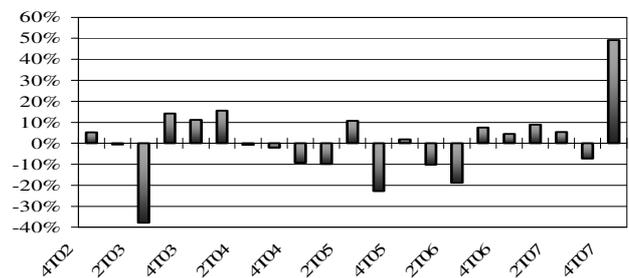


Dépôts à vue

En millions d'euros

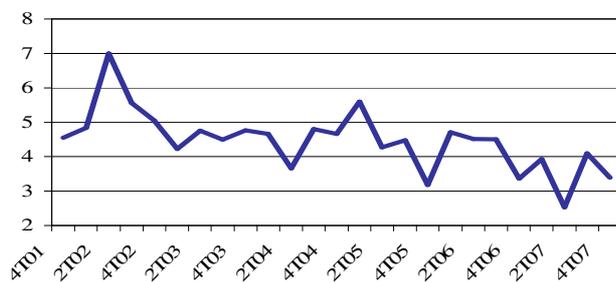


Variation en glissement annuel

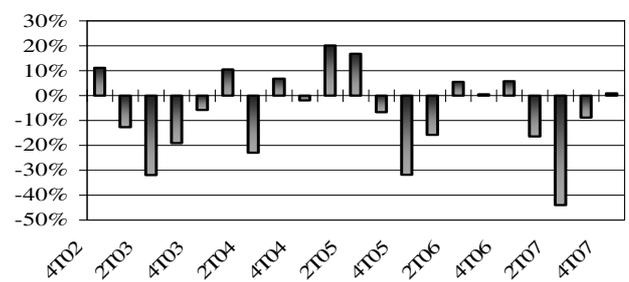


Placements liquides ou à court terme

En millions d'euros



Variation en glissement annuel



Conjoncture financière et bancaire

Actifs par nature	Montants en millions d'EUR									Variations	
	déc.-05	mars-06	juin-06	sept.-06	déc.-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	1 trim	1 an
Dépôts à vue	52,546	45,252	46,189	55,101	57,130	47,537	46,989	53,545	66,512	24,2%	16,4%
Placements liquides ou à court terme	103,956	105,066	105,049	104,540	103,973	106,350	106,482	109,703	110,025	0,3%	5,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	36,973	36,857	36,437	36,696	37,459	37,151	36,661	35,990	37,011	2,8%	-1,2%
<i>Livrets ordinaires</i>	28,519	28,404	30,495	30,636	28,864	28,519	27,901	27,449	28,146	2,5%	-2,5%
<i>Livrets A et bleus</i>	4,586	4,761	4,776	4,878	5,056	5,101	5,125	5,000	5,346	6,9%	5,7%
<i>Livrets jeunes</i>	0,370	0,382	0,387	0,406	0,425	0,426	0,421	0,439	0,446	1,6%	4,9%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	0,000								0,000		
<i>CODEVI</i>	0,000		0,005	0,005	0,005				0,000		-100,0%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	0,049	0,045	0,045	0,045	0,046	0,047	0,047	0,041	0,041	0,0%	-10,9%
Placements indexés sur les taux du marché	66,983	68,209	68,612	67,844	66,514	69,199	69,821	73,713	73,014	-0,9%	9,8%
<i>Dépôts à terme</i>	61,119	62,427	62,830	62,946	63,366	66,213	67,199	71,195	70,775	-0,6%	11,7%
<i>Bons de caisse</i>	5,864	5,782	5,782	4,898	3,148	2,986	2,622	2,518	2,239	-11,1%	-28,9%
<i>Titres de créances négociables</i>											
<i>OPCVM monétaires</i>											
Epargne à long terme	13,114	12,448	12,658	13,053	13,504	14,984	15,370	15,391	15,723	2,2%	16,4%
<i>Plans d'épargne logement</i>	2,015	2,061	2,074	2,134	2,218	2,287	2,256	2,160	2,080	-3,7%	-6,2%
<i>Plans d'épargne populaire</i>	0,000								0,000		
<i>Autres comptes d'épargne</i>	0,000								0,000		
<i>Actions</i>											
<i>Obligations</i>											
<i>OPCVM non monétaires</i>	3,682	3,682	3,724	4,097	4,159	4,930	5,270	5,126	5,479	6,9%	31,7%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	7,417	6,705	6,860	6,822	7,127	7,767	7,844	8,105	8,164	0,7%	14,6%
TOTAL	169,616	162,766	163,896	172,694	174,607	168,871	168,841	178,639	192,260	7,6%	10,1%
<i>pm TOTAL Actifs par agent</i>	169,616	162,766	163,896	172,694	174,607	168,871	168,841	178,639	192,260	7,6%	10,1%

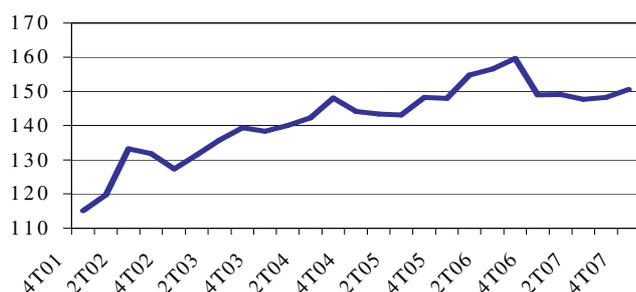
3. L'endettement des agents économiques

3.1 L'endettement auprès de l'ensemble des établissements de crédit

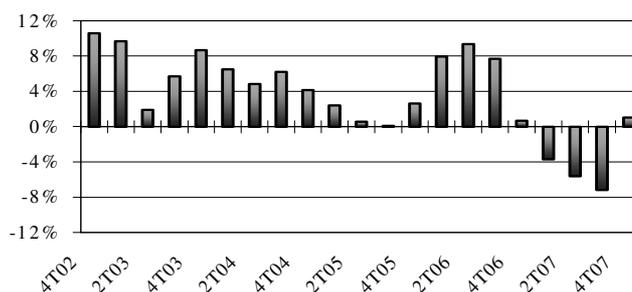
	Montants en millions d'EUR										Variations	
	déc.-05	mars-06	juin-06	sept.-06	déc.-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	1 an	1 trim	
Entreprises	37,504	38,141	37,185	35,973	30,273	31,910	32,519	32,747	35,216	16,3%	7,5%	
Crédits d'exploitation	20,631	20,527	20,639	21,244	15,270	17,273	16,842	17,679	19,159	25,5%	8,4%	
Créances commerciales	1,973	1,705	2,559	4,039	1,889	0,766	0,762	2,335	4,364	131,0%	86,9%	
Crédits de trésorerie	8,544	7,885	6,417	5,458	6,684	6,133	9,483	9,663	9,699	45,1%	0,4%	
dont entrepreneurs individuels	1,755	1,196	1,171	0,900	1,841	1,275	2,629	0,922	0,713	-61,3%	-22,7%	
Comptes ordinaires débiteurs	10,114	10,937	11,663	11,747	6,697	10,374	6,597	5,681	5,096	-23,9%	-10,3%	
Affacturage	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-	
Crédits d'investissement	16,112	16,889	15,832	14,219	14,510	14,159	15,215	14,636	15,640	7,8%	6,9%	
Crédits à l'équipement	16,112	16,889	15,832	14,219	14,510	14,159	15,215	14,636	15,640	7,8%	6,9%	
dont entrepreneurs individuels	1,819	2,074	2,105	2,125	2,084	2,071	2,348	1,576	1,805	-13,4%	14,5%	
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-	
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-	
Autres crédits	0,761	0,725	0,714	0,510	0,493	0,478	0,462	0,432	0,417	-15,4%	-3,5%	
Ménages	66,838	65,789	66,175	67,038	69,546	69,459	71,232	72,445	74,261	6,8%	2,5%	
Crédits à la consommation	7,412	7,459	7,723	8,199	9,164	8,993	10,818	10,693	11,241	22,7%	5,1%	
Crédits de trésorerie	6,740	6,754	6,997	7,352	8,432	8,281	10,084	10,067	10,687	26,7%	6,2%	
Comptes ordinaires débiteurs	0,596	0,630	0,653	0,775	0,661	0,642	0,665	0,558	0,487	-26,3%	-12,7%	
Crédit-bail	0,076	0,075	0,073	0,072	0,071	0,070	0,069	0,068	0,067	-5,6%	-1,5%	
Crédits à l'habitat	55,335	54,826	55,380	56,201	57,961	58,269	58,922	60,508	61,978	6,9%	2,4%	
Autres crédits	4,091	3,504	3,072	2,638	2,421	2,197	1,492	1,244	1,042	-57,0%	-16,2%	
Collectivités locales	23,875	30,689	29,629	29,054	28,755	27,520	23,465	23,814	22,960	-20,2%	-3,6%	
Crédits d'exploitation	2,607	2,891	3,544	4,175	4,728	4,086	1,640	2,849	2,419	-48,8%	-15,1%	
Crédits de trésorerie	0,347	0,249	1,318	2,060	2,048	1,806	0,014	1,541	1,411	-31,1%	-8,4%	
Comptes ordinaires débiteurs	2,260	2,642	2,226	2,115	2,680	2,280	1,626	1,308	1,008	-62,4%	-22,9%	
Crédits d'investissement	16,832	23,362	21,903	20,872	20,274	19,681	18,263	17,591	17,358	-14,4%	-1,3%	
Crédits à l'équipement	16,832	23,362	21,903	20,872	20,274	19,681	18,263	17,591	17,358	-14,4%	-1,3%	
Crédit-bail	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-	
Crédits à l'habitat	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000	-	-	
Autres crédits	4,436	4,436	4,182	4,007	3,753	3,753	3,562	3,374	3,183	-15,2%	-5,7%	
Autres agents de CCB non ventilés	1,752	1,377	1,692	1,474	1,217	0,920	1,275	0,847	0,496	-59,2%	-41,4%	
Total encours sain	129,969	135,996	134,681	133,539	129,791	129,809	128,491	129,853	132,933	2,4%	2,4%	
Créances douteuses brutes	18,000	18,745	21,824	26,088	19,183	19,249	19,211	18,326	17,598	-8,3%	-4,0%	
Créances douteuses nettes	8,040	8,017	11,695	15,840	8,658	8,057	7,969	7,374	6,429	-25,7%	-12,8%	
dont entreprises	4,987	4,420	10,576	14,403	7,497	6,881	6,850	6,448	5,384	-28,2%	-16,5%	
dont ménages	0,911	0,959	1,101	1,419	1,157	1,173	1,116	0,921	1,042	-9,9%	13,1%	
Provisions	9,960	10,728	10,129	10,248	10,525	11,192	11,242	10,952	11,169	6,1%	2,0%	
Total encours brut	147,969	154,741	156,505	159,627	148,974	149,058	147,702	148,179	150,531	1,0%	1,6%	
Taux de créances douteuses	12,2%	12,1%	13,9%	16,3%	12,9%	12,9%	13,0%	12,4%	11,7%	-1,2	-0,7	
Taux de provisionnement	55,3%	57,2%	46,4%	39,3%	54,9%	58,1%	58,5%	59,8%	63,5%	8,6	3,7	

Encours de crédits bruts

En millions d'euros

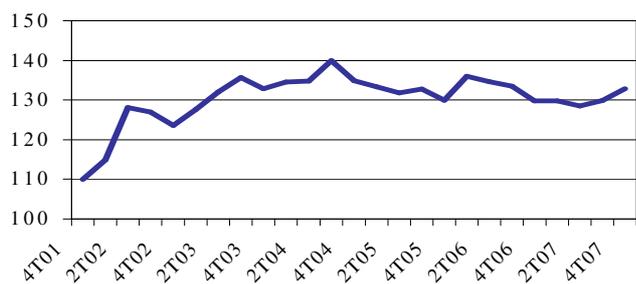


Variation en glissement annuel

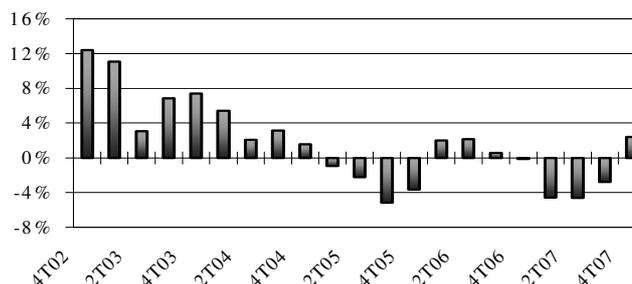


Encours de crédits sains

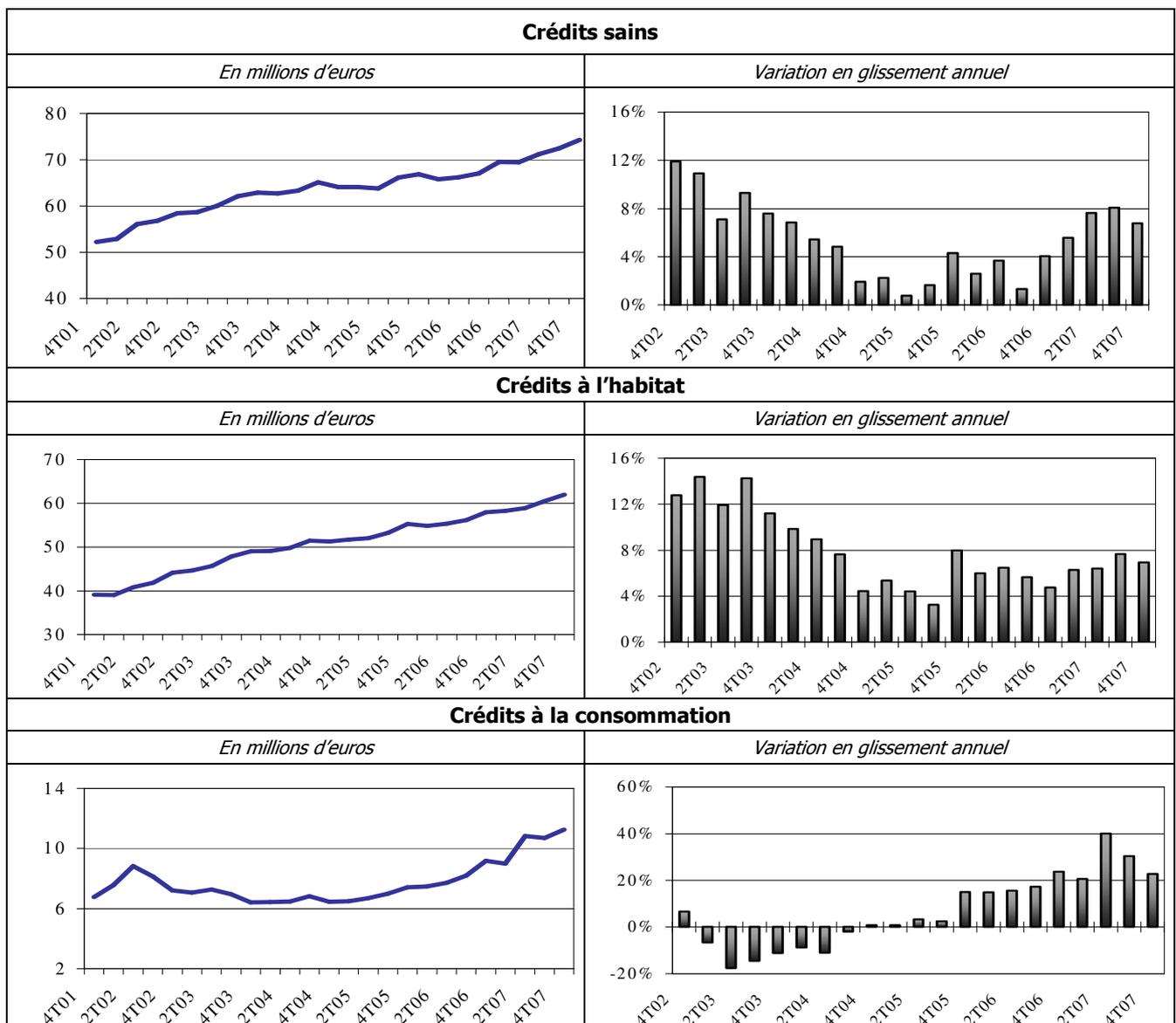
En millions d'euros



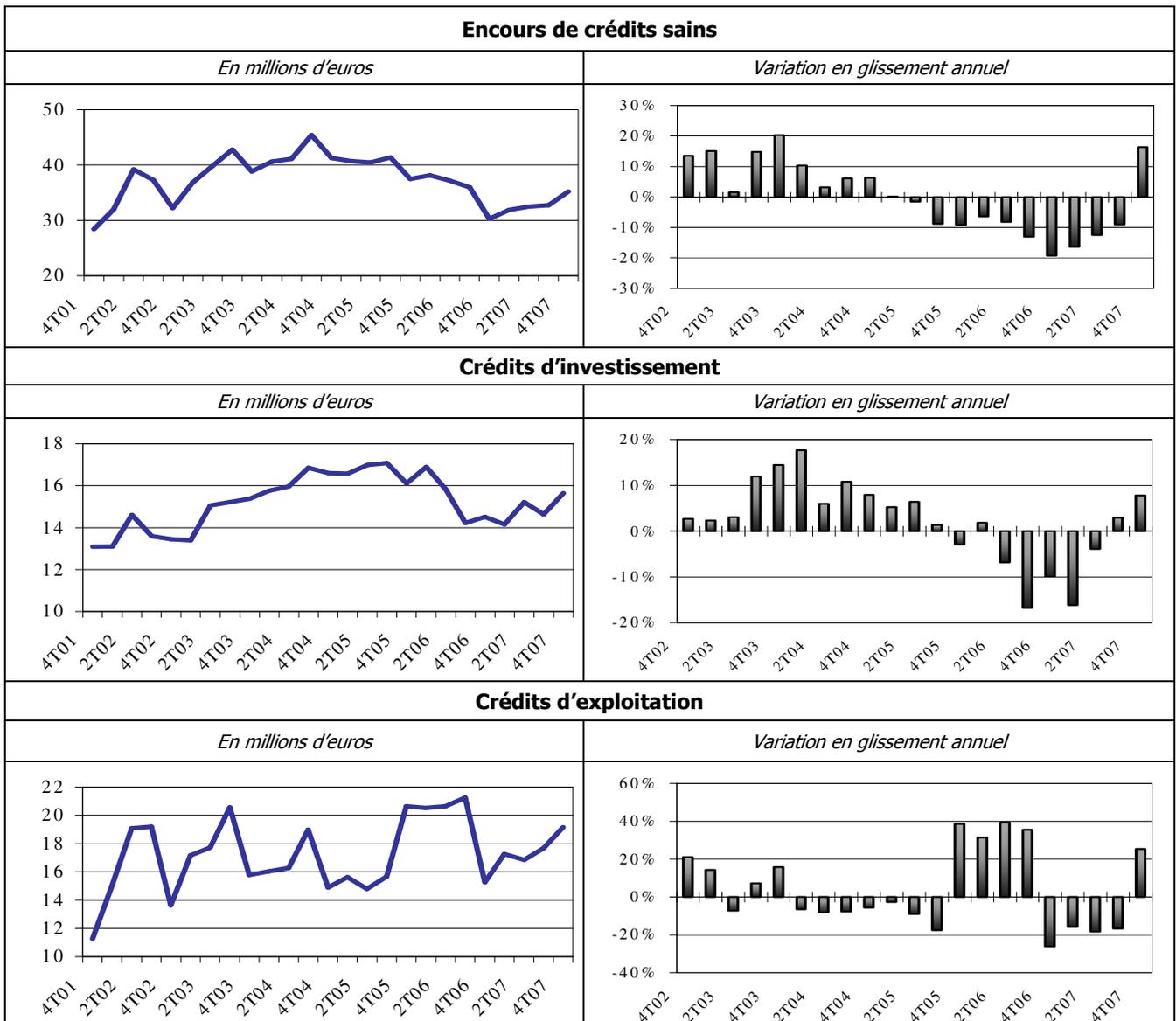
Variation en glissement annuel



L'endettement des ménages



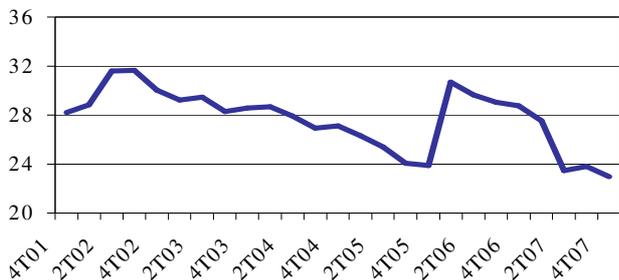
L'endettement des entreprises



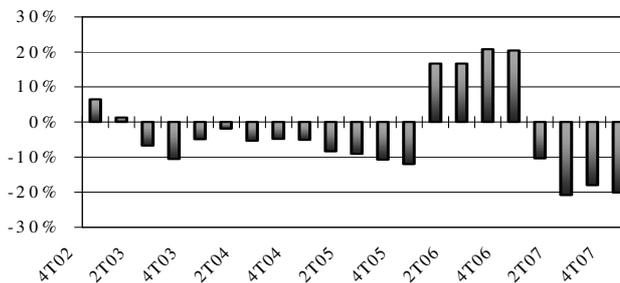
L'endettement des collectivités locales

Encours de crédits sains

En millions d'euros

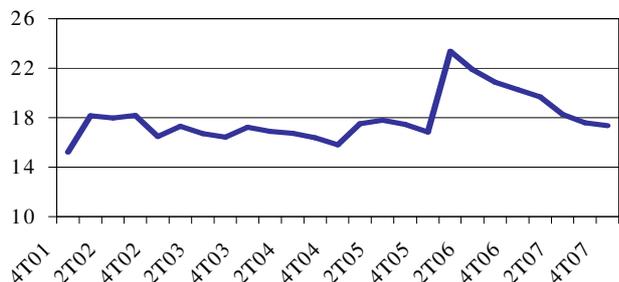


Variation en glissement annuel

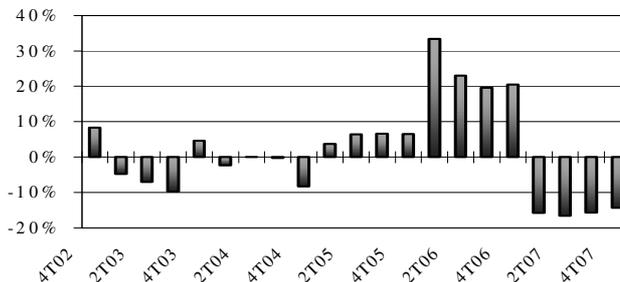


Crédits d'investissement

En millions d'euros



Variation en glissement annuel

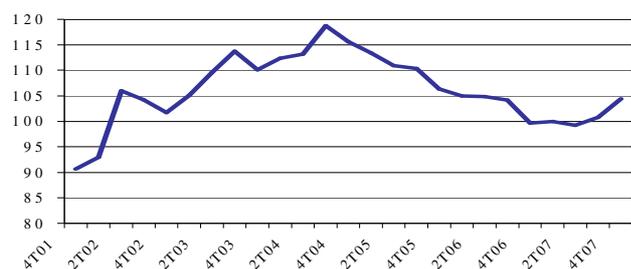


3.2 L'endettement auprès des établissements de crédit locaux

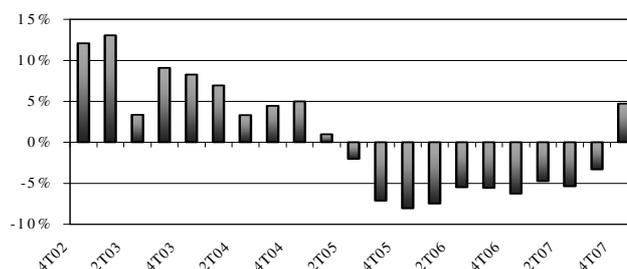
	Montants en millions d'EUR									Variations	
	déc.-05	mars-06	juin-06	sept.-06	déc.-06	mars-07	juin-07	sept.-07	déc.-07	1 an	1 trim
Entreprises	34,541	34,516	33,809	32,332	26,144	27,916	28,690	28,960	31,852	21,8%	10,0%
Crédits d'exploitation	20,631	20,527	20,639	21,244	15,264	17,265	16,842	17,679	19,159	25,5%	8,4%
Créances commerciales	1,973	1,705	2,559	4,039	1,889	0,766	0,762	2,335	4,364	131,0%	86,9%
Crédits de trésorerie	8,544	7,885	6,417	5,458	6,678	6,125	9,483	9,663	9,699	45,2%	0,4%
dont entrepreneurs individuels	1,755	1,196	1,171	0,900	1,835	1,267	2,629	0,922	0,713	-61,1%	-22,7%
Comptes ordinaires débiteurs	10,114	10,937	11,663	11,747	6,697	10,374	6,597	5,681	5,096	-23,9%	-10,3%
Affacturage										-	-
Crédits d'investissement	13,149	13,264	12,456	10,578	10,387	10,173	11,386	10,849	12,276	18,2%	13,2%
Crédits à l'équipement	13,149	13,264	12,456	10,578	10,387	10,173	11,386	10,849	12,276	18,2%	13,2%
dont entrepreneurs individuels	1,819	1,957	1,993	2,020	1,984	1,977	2,295	1,525	1,756	-11,5%	15,1%
Crédit-bail	0,000								0,000	-	-
Crédits à l'habitat	0,000								0,000	-	-
Autres crédits	0,761	0,725	0,714	0,510	0,493	0,478	0,462	0,432	0,417	-15,4%	-3,5%
Ménages	60,444	59,422	59,924	60,678	62,255	61,969	63,510	64,483	65,924	5,9%	2,2%
Crédits à la consommation	5,963	5,950	6,196	6,512	7,237	7,006	8,665	8,358	8,656	19,6%	3,6%
Crédits de trésorerie	5,291	5,250	5,477	5,676	6,514	6,301	7,931	7,732	8,102	24,4%	4,8%
Comptes ordinaires débiteurs	0,596	0,625	0,646	0,764	0,652	0,635	0,665	0,558	0,487	-25,3%	-12,7%
Crédit-bail	0,076	0,075	0,073	0,072	0,071	0,070	0,069	0,068	0,067	-5,6%	-1,5%
Crédits à l'habitat	50,390	49,968	50,656	51,528	52,597	52,766	53,353	54,881	56,226	6,9%	2,5%
Autres crédits	4,091	3,504	3,072	2,638	2,421	2,197	1,492	1,244	1,042	-57,0%	-16,2%
Collectivités locales	9,591	9,660	9,405	9,710	10,068	9,182	5,837	6,673	6,225	-38,2%	-6,7%
Crédits d'exploitation	2,607	2,845	3,498	4,162	4,714	4,072	1,626	2,842	2,413	-48,8%	-15,1%
Crédits de trésorerie	0,347	0,203	1,272	2,047	2,034	1,792		1,534	1,405	-30,9%	-8,4%
Comptes ordinaires débiteurs	2,260	2,642	2,226	2,115	2,680	2,280	1,626	1,308	1,008	-62,4%	-22,9%
Crédits d'investissement	6,621	6,452	5,544	5,360	5,166	4,922	4,023	3,831	3,812	-26,2%	-0,5%
Crédits à l'équipement	6,621	6,452	5,544	5,360	5,166	4,922	4,023	3,831	3,812	-26,2%	-0,5%
Crédit-bail	0,000								0,000	-	-
Crédits à l'habitat	0,000								0,000	-	-
Autres crédits	0,363	0,363	0,363	0,188	0,188	0,188	0,188		0,000	-100,0%	-
Autres agents et CCB non ventilés	1,752	1,377	1,692	1,474	1,217	0,920	1,175	0,658	0,415	-65,9%	-36,9%
Total encours sain	106,328	104,975	104,830	104,194	99,684	99,987	99,212	100,774	104,416	4,7%	3,6%
Créances douteuses brutes	17,905	18,352	21,260	25,438	18,677	18,468	18,702	17,926	17,113	-8,4%	-4,5%
Créances douteuses nettes	7,945	7,624	11,192	15,251	8,168	7,292	7,460	6,974	5,969	-26,9%	-14,4%
dont entreprises	4,987	4,050	10,260	14,084	7,190	6,574	6,538	6,249	5,162	-28,2%	-17,4%
dont ménages	0,816	0,936	0,914	1,149	0,974	0,715	0,919	0,720	0,804	-17,5%	11,7%
Provisions	9,960	10,728	10,068	10,187	10,509	11,176	11,242	10,952	11,144	6,0%	1,8%
Total encours brut	124,233	123,327	126,090	129,632	118,361	118,455	117,914	118,700	121,529	2,7%	2,4%
Taux de créances douteuses	14,4%	14,9%	16,9%	19,6%	15,8%	15,6%	15,9%	15,1%	14,1%	-1,7	-1,0
Taux de provisionnement	55,6%	58,5%	47,4%	40,0%	56,3%	60,5%	60,1%	61,1%	65,1%	8,9	4,0

Encours total de crédits sains

En millions d'euros

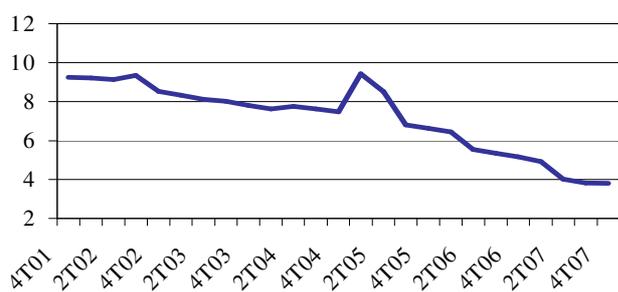


Variation en glissement annuel

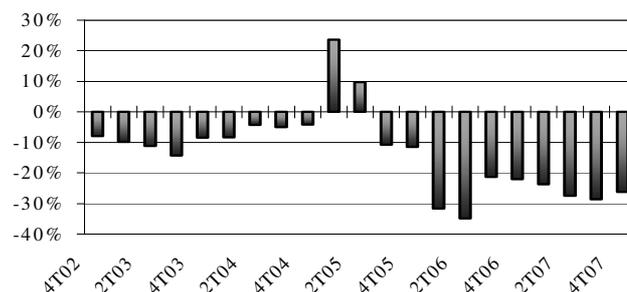


Encours des crédits à l'équipement des Collectivités locales

En millions d'euros



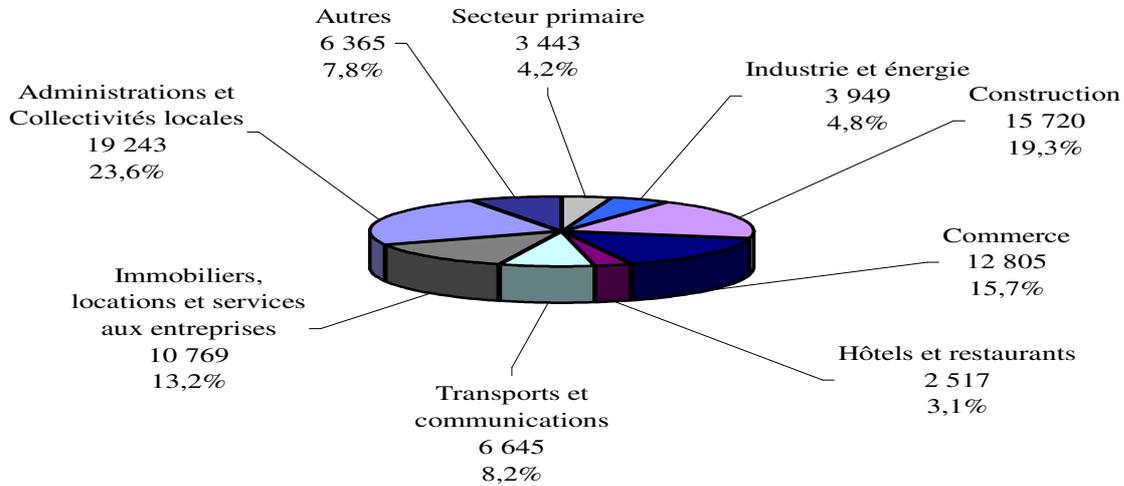
Variation en glissement annuel



4. Les engagements bancaires

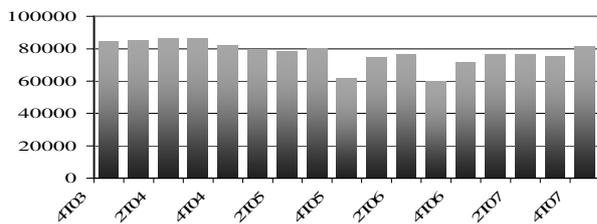
4.1 Les engagements sectoriels

Répartition des risques par secteur au 31 décembre 2007 (milliers d'euros et %)

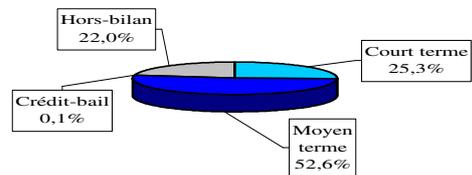


Evolution globale des risques déclarés au SCR

En milliers d'euros

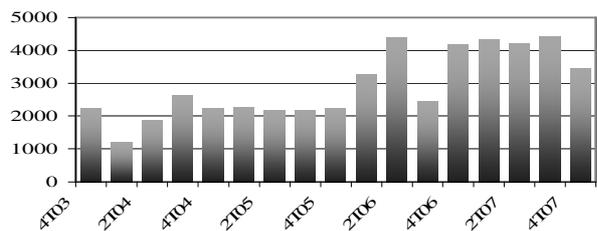


Structure (en %)

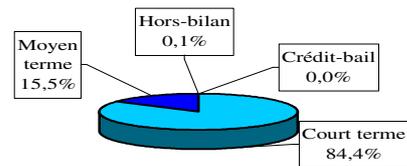


Secteur Primaire

En milliers d'euros

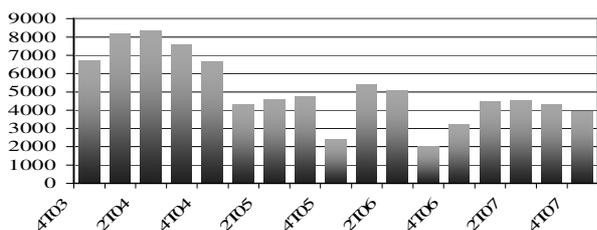


Structure (en %)

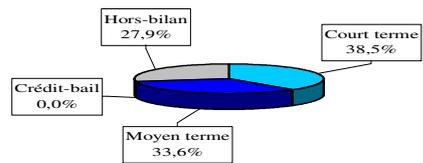


Industrie et énergie

En milliers d'euros

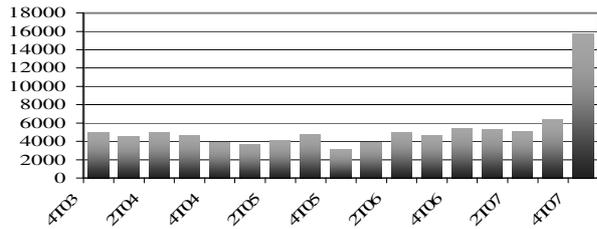


Structure (en %)

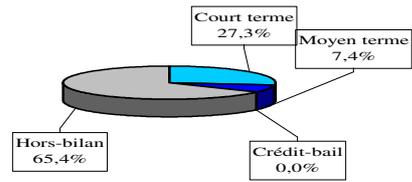


Construction

En milliers d'euros

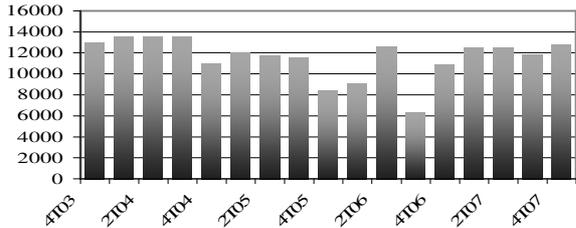


Structure (en %)

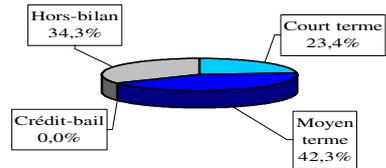


Commerce

En milliers d'euros

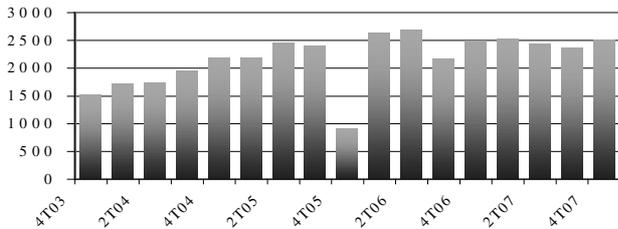


Structure (en %)

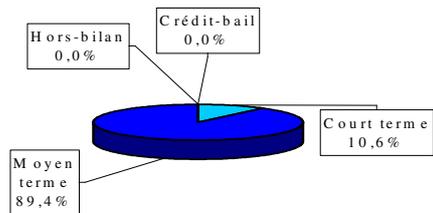


Hôtels et restaurants

En milliers d'euros

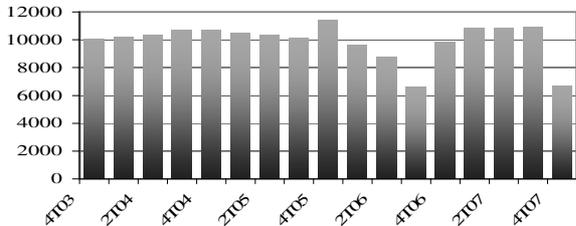


Structure (en %)

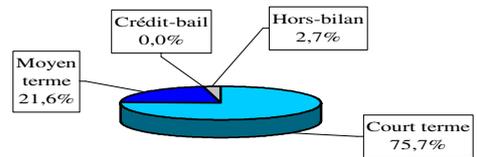


Transports et télécommunications

En milliers d'euros

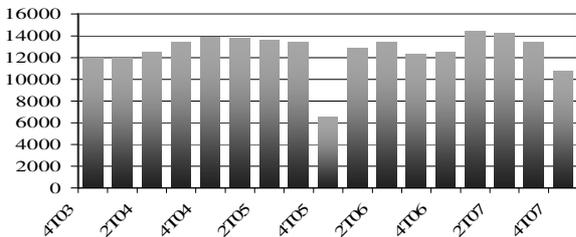


Structure (en %)

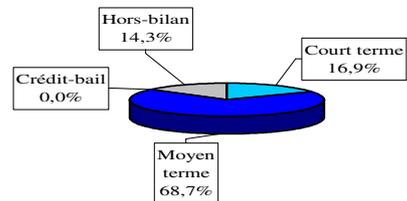


Immobiliers, locations et services aux entreprises

En milliers d'euros

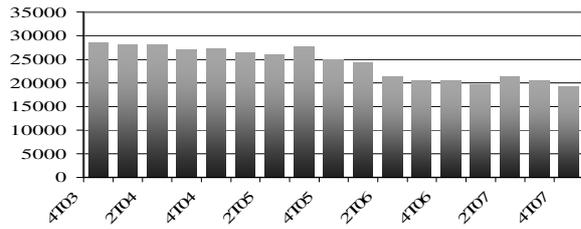


Structure (en %)

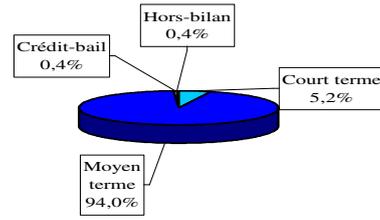


Administrations et collectivités locales

En milliers d'euros

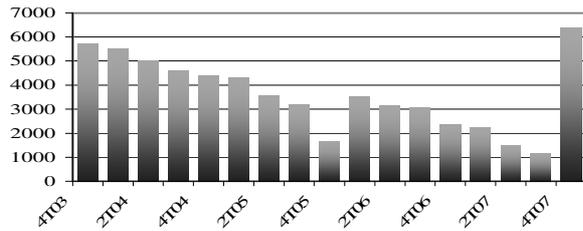


Structure (en %)

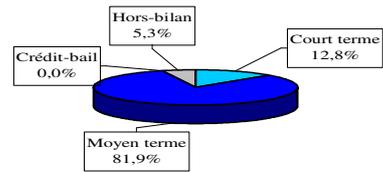


Autres secteurs d'activités

En milliers d'euros



Structure (en %)

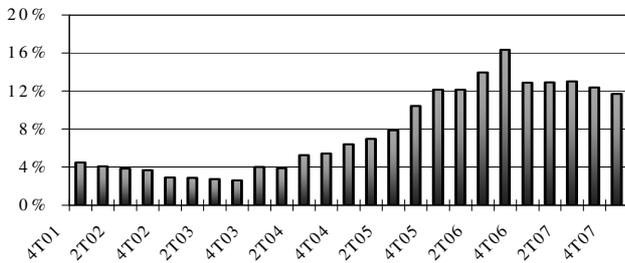


4.2 Les indicateurs de vulnérabilité

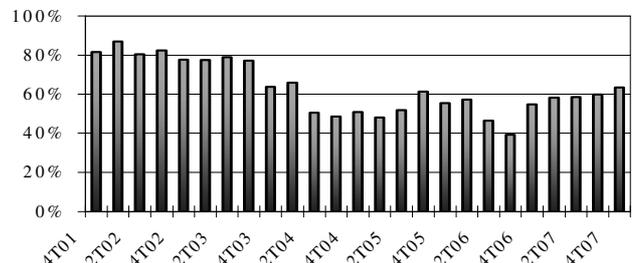
Indicateurs globaux

Ensemble des établissements de crédit

Taux de créances douteuses

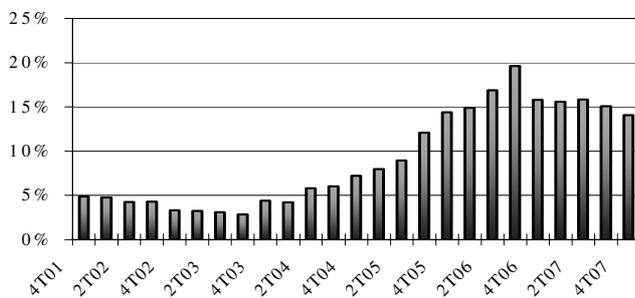


Taux de provisionnement

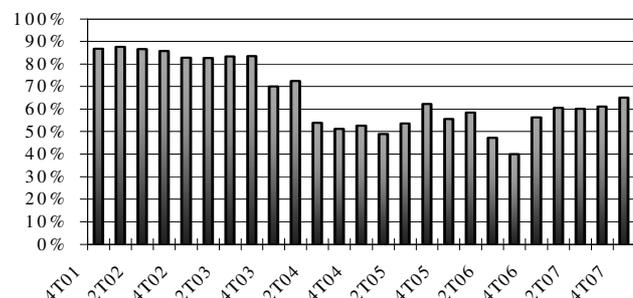


Etablissements de crédit locaux

Taux de créances douteuses



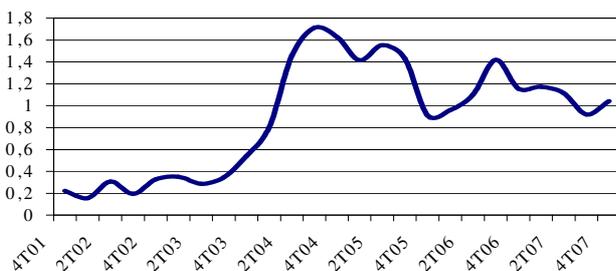
Taux de provisionnement



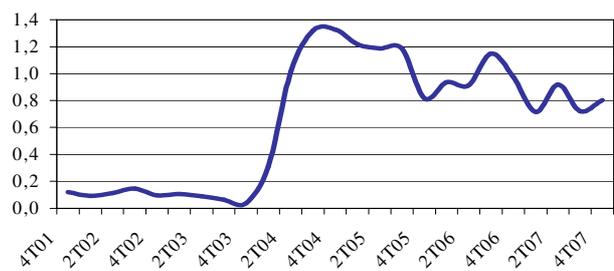
La vulnérabilité des ménages

Créances douteuses nettes des ménages (en millions d'euros)

Ensemble des établissements de crédit



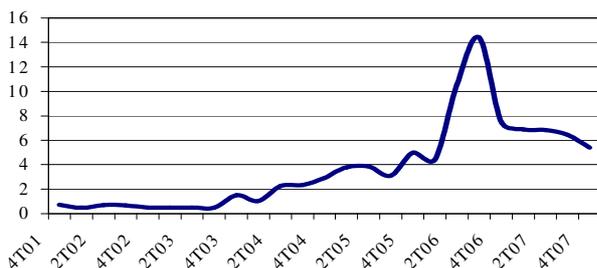
Etablissements de crédit locaux



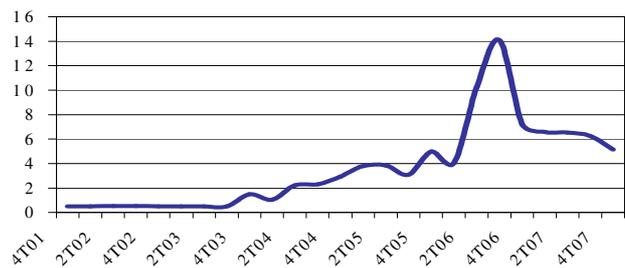
La vulnérabilité des entreprises

Créances douteuses nettes des entreprises (en millions d'euros)

Ensemble des établissements de crédit



Etablissements de crédit locaux



5. Rappel des taux

5.1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPENNE

Taux de soumission minimal des opérations principales de refinancement (13/06/2007)	4 %
Taux de la facilité de dépôt (13/06/2007)	3 %
Taux de la facilité de prêt marginal (13/06/2007)	5 %

TAUX DE L'ÉPARGNE RÉGLEMENTÉE (depuis le 1^{er} février 2008)

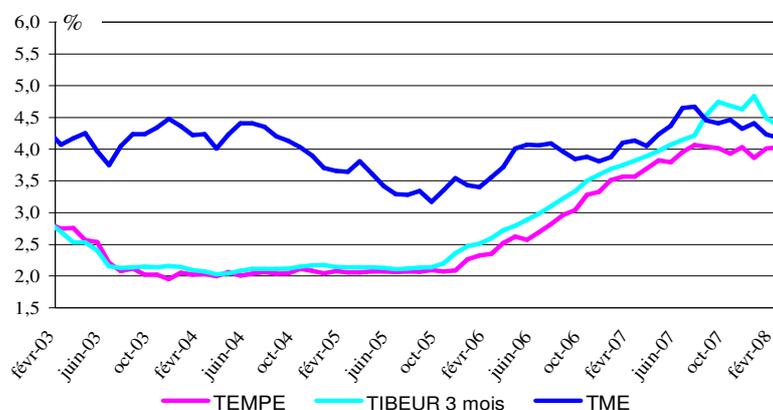
Livrets A et bleu : 3,50%	LDD : 3,50%	LEP : 4,25%	PEL* : 2,50%	CEL* : 2,25%
---------------------------	-------------	-------------	--------------	--------------

* hors prime d'Etat

TAUX D'INTERET LEGAL

ANNEE 2008 (JO du 23/02/08)	3,99%
ANNEE 2007 (JO du 21/02/07)	2,95%

5.2 Principaux taux de marché



5.3 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (T.E.G.) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1^{er} de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996.

Catégorie		Taux effectif pratiqué au 3 ^{ème} trimestre 2007 par les établissements de crédit	Plafond de l'usure applicable à compter du 1 ^{er} janvier 2008
PARTICULIERS	Prêts immobiliers		
	- Prêts à taux fixe	4,97 %	7,12 %
	- Prêts à taux variable	5,04 %	7,05 %
	- Prêts relais	4,90 %	7,00 %
	Autres prêts		
	- Prêts ≤ 1 524 € (*)	15,37 %	20,88 %
- Découverts en compte, prêts permanents et financements d'achats ou de ventes à tempérament > 1 524 € (*)	14,85 %	20,16 %	
- Prêts personnels et autres prêts > 1 524 €	6,78 %	9,39 %	
ENTREPRISES	Découverts en compte (**)	10,96 %	14,71 %
A noter que l'article 7 de la loi n° 2005-882 du 2 août 2005 en faveur des petites et moyennes entreprises a supprimé la référence à un taux de l'usure, excepté pour les découverts, pour les prêts aux commerçants, artisans, entrepreneurs individuels et aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.			

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

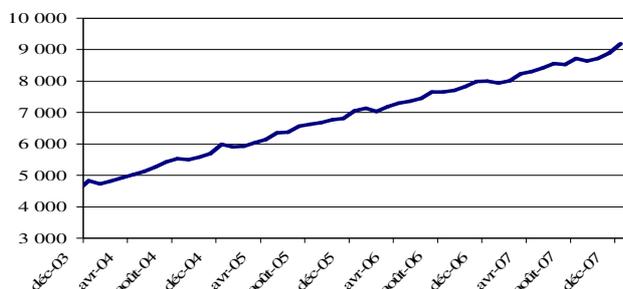
(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

6. Monnaie fiduciaire

6.1 Emission de billets euros

Emissions nettes cumulées de billets (*)

En milliers d'euros

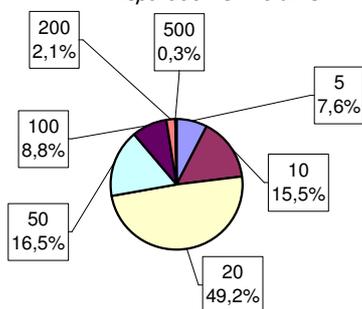


En unités

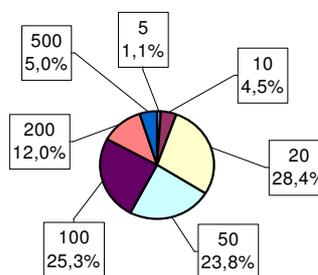


Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de billets au 31 décembre 2007

Répartition en volume



Répartition en valeur

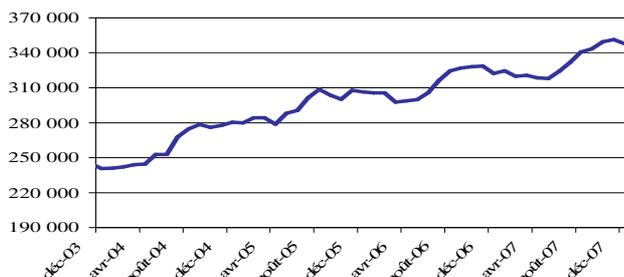


(*) Les émissions nettes sont la différence entre les billets émis et les billets retirés de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

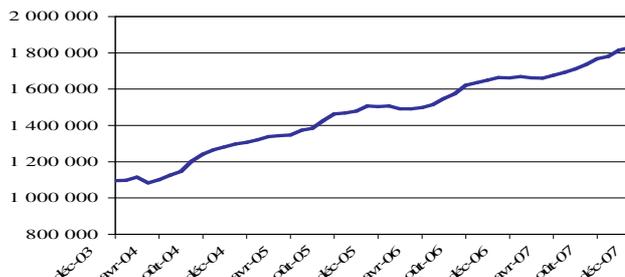
6.2 Emission de pièces euros

Emissions nettes cumulées de pièces (*)

En euros

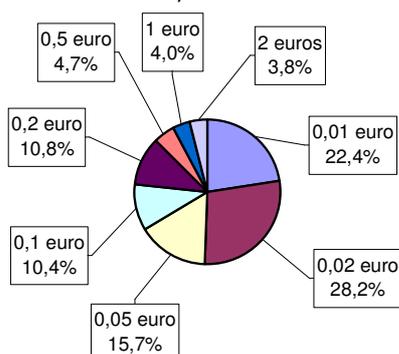


En unités

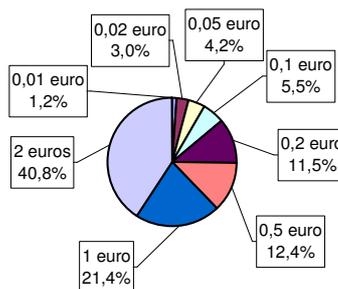


Répartition par coupures de l'émission nette cumulée de pièces au 31 décembre 2007

Répartition en volume



Répartition en valeur



(*) Les émissions nettes sont la différence entre les pièces émises et les pièces retirées de la circulation. L'émission nette cumulée représente le cumul des émissions nettes mensuelles depuis le 1^{er} janvier 2002, pré-alimentation comprise.

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Mlle Stéphanie FUIRET

M. Victor-Robert NUGENT

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Directeur de la publication : M. Yves BARROUX
Responsable de la rédaction : Victor-Robert NUGENT
Edition : IEDOM
Dépôt légal : Mars 2008 - ISSN 0296 - 3116

INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

22, place du Général de Gaulle
BP 4202

97 500 Saint-Pierre-et-Miquelon

Téléphone : 05.08.41.06.00 – Télécopie : 05.08.41.25.98

Site Internet : www.iedom.fr
